



Le Piment

rouge

Bulletin de la section LCR de Palaiseau – Massy

N° 2 – Avril 2005

Constitution : la fiancée de Bolkenstein !

Les « Césars » du OUI !

Cinq sondages à plus de 52% pour le Non !

On remercie les nommés : Mrs Giscard, Raffarin, Chirac et Seillière sans oublier le César du meilleur metteur en scène étranger, Mr Bolkestein, pour leur participation à la campagne **p e r m e t t a n t** de clarifier le contenu de la Constitution européenne.

Et pourquoi pas un accessit pour le couple de duettistes de la semaine ?

Bravo à Mrs Sarkozy-Hollande en Une de *Paris Match* dans tous les kiosques à journaux de France et de Navarre. Même siège, même costume, et même politique!

Cette majorité de Non est un cri contre l'incroyable arrogance patronale, la société du profit et l'injustice sociale.

Mais, si rien n'est encore gagné, loin de là, l'espoir se précise d'une **v i c t o i r e**, attendue par le monde du travail.

Depuis que le NON à la Constitution progresse et franchit la barre des 50 % (pour la cinquième fois dans les sondages), c'est l'affolement en haut lieu. Alors, les partisans du Oui s'énervent, qu'ils soient dirigeants de l'UMP ou du PS. Ils ont beau s'agiter, une part de plus en plus importante des citoyens ne les croient plus et se fait son propre jugement au lieu de suivre " la classe politique " autoproclamée " moderne ". Et nous avons raison de ne plus croire leurs mensonges.

Parlons un peu de la désormais célèbre directive européenne Bolkestein qui permettrait d'embaucher des salariés en France en adoptant les règles sociales et les salaires du pays d'origine.

L'amnésie générale

Chirac nous dit s'être battu contre cette directive qui serait aujourd'hui supprimée.

Premier mensonge : il oublie – et d'autres avec lui – que cette directive a été approuvée à l'époque par les deux commissaires français : Pascal Lamy (PS) et Michel Barnier, ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac !

Deuxième mensonge : la directive n'a pas été rejetée, mais seulement repoussée à ...après le référendum. Devinez pourquoi ?

Les dirigeants du PS favorables au oui mentent ! Dominique Strauss Kahn a déclaré le 9 mars sur *France Inter* : « Nous avons demandé et obtenu le **RETRAIT** de la directive Bolkestein ». Mais il n'a jamais été question de la retirer, mais, peut-être, un jour, de l'amender. En passant, DSK et les autres dirigeants du PS favorables au oui "oublie" que le 13 février 2003, le



parlement européen a adopté (304 pour, 17 contre) une résolution où « ils se félicitent des propositions visant à créer un instrument horizontal pour garantir la libre circulation des services sous forme de reconnaissance mutuelle » et où ils considèrent que « les principes du pays d'origine et de la reconnaissance mutuelle sont essentiels à l'achèvement du marché intérieur des biens et des services » et que cette résolu-

Nous contacter

Ligue Communiste Révolutionnaire
Section de Palaiseau-Massy

Tél : 06 64 37 23 31 / 06 85 02 17 51

Mail : lcr.palaiseau-massy@wanadoo.fr

Site : lcrmassypalaiseau.chez.tiscali.fr

tion a été approuvée certes par tous les élus UMP, mais aussi, entre autres, par Michel Rocard (PS), Catherine Lalumière (PS), Olivier Duhamel (PS) Gérard Onesta (Verts). Il serait temps que les élus assument leurs votes !

Dans l'affolement actuel, Martine Aubry a répondu que « *cette directive serait impossible avec la Constitution* ».

Bien au contraire ! Si cette directive a été approuvée par les commissaires européens, c'est parce qu'elle était parfaitement en accord avec le texte de la Constitution, dont le but principal est d'instituer le libre marché des capitaux, des services, des marchandises, des travailleurs et même de leurs droits, au nom de la sacro-sainte concurrence. Pour s'en convaincre, lisons le texte : « *Les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de l'union sont interdites à l'égard des ressortissants des Etats membres...* » (article III-144). La directive Bolkestein n'est qu'une application détaillée et anticipée de cet article de la constitution.

Ni c..., Ni analphabètes !

Voter non, ce serait une « *connerie* » (Jacques Chirac au salon de l'Agriculture). Michel Rocard parlant au *Journal du Dimanche* du non et de ses partisans : « *Une pollution, une mystification et un mensonge, le choix du néant, une piscine sans eau, de l'agitation d'analphabètes* ».

Donc, selon les derniers sondages, 52 à 55% des électeurs sont des c... et des analphabètes... C'est indigne et méprisant! La peur qu'éprouvent les dirigeants de droite et les sociaux libéraux face à la montée du non de gauche est telle qu'ils ne surveillent même plus leur langage. Leur mépris pour la France "d'en bas", les salariés, les couches populaires s'étale sans retenue.

Les dirigeants du pays nous disent qu'ils protègent le droit social à Bruxelles. Mais, en même temps, ici en France, ils adoptent au Parlement une loi qui permet, dans la Marine marchande, l'embauche à des salaires de misère de marins venus d'autres pays. Les marins ont fait grève contre cette loi qui dérègle leur profession. La même logique, dite "libérale", s'applique partout : dans le monde, en Europe, en France. C'est le dumping social pour empocher des bénéfices toujours plus élevés. En Europe, ils voudraient l'inscrire dans la Constitution.

Nous devons leur dire NON ! Pas d'abstention ! Le 29 mai, il faut aller leur dire NON :

- NON, nous ne sommes ni c... ni analphabètes!
- NON, nous ne sommes pas dupes de vos mensonges.
- NON, nous savons très bien lire ce qu'on nous demande de voter !

Le 29 mai nous voterons NON à la constitution Chirac/Hollande !

Non à la Constitution

Meeting européen

Vendredi 8 avril – 20H00 – Salle de la Mutualité

Avec

Olivier Besancenot, porte parole de la LCR

Ken Loach, cinéaste britannique

Salvatore Cannavo, Refondation communiste (Italie)

Francisco Louça, député du Bloc de gauche (Portugal)

Roseline Vachetta, porte parole de la LCR

24 rue Saint Victor, Paris 5è. M° Maubert-Mutualité